



GESTION 21

Politique de vote

Date de mise à jour : Mai 2022

GESTION 21, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP-07000020, vous présente, en application de l'article 321-132 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les principes qui guident l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les fonds dont elle assure la gestion.

1. Périmètre d'exercice des droits de vote

GESTION 21 s'engage à voter et à rendre compte de l'exercice des droits de vote pour toutes les sociétés françaises pour lesquelles elle détient plus de 0.25% du capital ou des droits de vote. En deçà de ce seuil, GESTION 21 considère qu'elle ne dispose pas d'une position significative et influente sur les pratiques de l'émetteur justifiant un exercice systématique des droits de vote. Ce seuil de 0,25% n'est néanmoins pas un frein à l'exercice des droits de vote.

GESTION 21 n'exerce pas les droits de vote attachés aux actions étrangères, compte tenu de contraintes matérielles et financières élevées, sauf exception.

2. Mode d'exercice des droits de vote

Les droits de vote attachés aux titres des sociétés sont exercés par les gérants des OPCVM. GESTION 21 exerce ses droits de vote soit par participation effective aux assemblées des actionnaires soit par recours aux votes par correspondance. Elle ne donne pas pouvoir en blanc aux Présidents des Conseils d'administration.

3. Organisation

Concernant les assemblées générales des entreprises françaises, GESTION 21 n'a pas recours aux services d'une agence en conseil de vote. L'analyse des résolutions soumises au vote des actionnaires est effectuée en toute indépendance. Les gérants sont toutefois attentifs au programme de veille de l'AFG sur la gouvernance d'entreprise.

Concernant les assemblées générales des entreprises étrangères, GESTION 21 peut faire appel à l'expertise de Proxinvest pour fournir à l'équipe de gestion des recommandations de vote alignées sur la politique de vote de GESTION 21.

L'ensemble des votes exercés fait l'objet d'un archivage électronique.

4. Principes de la politique de vote

GESTION 21 est favorable aux décisions qui correspondent à ses principes d'investissement à long terme et s'oppose aux résolutions qui limiteraient l'intérêt des actionnaires minoritaires et, par voie de conséquence, celui des souscripteurs des fonds gérés par GESTION 21.

GESTION 21 veillera plus particulièrement au respect de l'intérêt des porteurs sur les résolutions portant sur les points suivants :

- Décisions entraînant une modification des statuts
- Approbation des comptes et affectation du résultat
- Nomination et révocation des organes sociaux
- Conventions dites réglementées
- Programmes d'émission et de rachat de titres de capital
- Désignation des commissaires aux comptes

a) Opération sur le capital

Les résolutions portant sur des opérations sur le capital seront analysées au cas par cas, en fonction de l'intérêt stratégique de l'opération.

- **Augmentation de capital sans DPS**

En principe, GESTION 21 s'opposera aux augmentations de capital sans DPS non justifiées. Par conséquent, GESTION 21 votera favorablement en cas d'augmentation de capital sans DPS justifiée :

- Par la mise en œuvre de plan d'actionnariat salarié
- En vue de rémunérer des apports en nature
- En cas d'offre publique d'échange
- Autres situations justifiées stratégiquement

- **Programme de rachat de titres**

GESTION 21 s'opposera aux résolutions qui ne mentionnent pas de suspension en cas d'offre publique car cela est considéré comme une mesure « anti-OPA ».

b) Quitus

Pour les entreprises françaises, GESTION 21 s'opposera aux résolutions intégrant un quitus, que la proposition soit incluse dans les résolutions liées à l'approbation des comptes ou qu'elle fasse l'objet d'une résolution isolée.

Pour les entreprises étrangères, GESTION 21 analysera au cas par cas les résolutions intégrant un quitus en fonction de la législation nationale, en restant attentive à l'existence d'une voie de recours en cas d'octroi.

c) Attribution d'actions gratuites

GESTION 21 s'opposera aux attributions d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux dans le cas où les gérants jugeront la dilution élevée et le montant des rémunérations des dirigeants incluant les actions gratuites excessif.

d) Rémunération des dirigeants

Les résolutions liées à la rémunération sont analysées au cas par cas. GESTION 21 s'opposera aux rémunérations jugées excessives et aux évolutions non justifiées. Les gérants accordent également de l'importance à la composition de la rémunération long terme (transparence des objectifs et équilibre des critères quantitatifs et qualitatifs, intégration d'objectifs RSE etc.).

e) Autres principes

GESTION 21 s'opposera à toute augmentation de capital en cas d'OPA et à tout dispositif anti-OPA. GESTION 21 est attachée au principe « une action une voix » et s'opposera par conséquent à l'instauration de droits de vote double ou de limitation des droits de vote.

f) Prise en compte des thématiques environnementales, sociales et de gouvernance

GESTION 21 a la volonté de prendre en compte dans l'exercice de ses droits de vote les thématiques environnementales, sociales et de gouvernance. Les résolutions sont analysées au cas par cas avec comme objectif la création de valeur durable. GESTION 21 s'attache à ce que les résolutions soient traitées de façon à réduire les impacts négatifs sur l'environnement et à préserver les intérêts des parties prenantes et encourage les bonnes pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.

Les résolutions restent toutefois analysées au cas par cas. En conséquence, certains votes pourront aller à l'encontre des principes de vote. Dans ce cas, les gérants devront justifier par écrit les raisons de leur vote.

5. Conflits d'intérêts

GESTION 21 est une société de gestion indépendante. Elle ne dépend donc d'aucun établissement financier aux activités multiples pouvant être à l'origine de conflits d'intérêts.

GESTION 21 n'exerce pas de fonction de gestion ou de conseil dans les sociétés cotées dont elle pourrait être actionnaire.

Conformément à la réglementation, nous avons mis en place des dispositifs visant à prévenir, détecter et gérer les situations de conflits d'intérêts afin d'y apporter une solution garantissant la primauté et la préservation de l'intérêt des porteurs.

6. Rapport d'exercice des droits de vote

Le rapport sur l'exercice des droits de vote est réalisé dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice de GESTION 21. Il est consultable sur demande et au siège de GESTION 21.